

On peut dire que cette interrogation est plus que légitime quand on voit ce que l'on voit et qu'on entend ce que l'on entend en interne.

Mais ce n'est que passer et nul doute que l'Association saura rebondir. Il ne peut guère en être autrement si l'on considère :

- L'engagement moral, éthique et matériel de tant de ses membres,
- L'efficacité du mouvement en matière d'éducation populaire,
- Le rôle réel joué lors du référendum sur le TCE,
- La complémentarité d'Attac avec les mouvements sociaux,
- La prise en compte de son expression.

L'hypothèse selon laquelle cette usine à gaz aurait pu être formatée et consciemment mise sur orbite, par des intérêts politico/néolibéraux de grands partis et syndicats, serait d'ailleurs tout à fait recevable : Attac, par ses composantes plurielles et son ambition altermondialiste, est non " encartable " et encore moins un parti en devenir, autrement dit, un empêcheur de tourner en rond. En effet, sa disparition par autodestruction serait sûrement la bienvenue pour nos adversaires, dans l'hexagone pour le moins, dans la sphère européenne probablement et dans le monde certainement.

C'est la raison pour laquelle nous pouvons raisonnablement penser que la vérité va l'emporter et que notre Association sortira de cette épreuve plus démocratique et grandie par sa capacité à dominer la crise.

Voilà en tous les cas le vœu formulé par le Conseil d'administration d'Attac78nord, qui a décidé de continuer son travail, sachant que c'est là le meilleur moyen de prouver le caractère non récupérable de ses adhérents : laissons donc se terminer le mieux possible cette phase de reconstruction.

Patrick Vachon

■ Rappel important :

Préparons-nous dès à présent à diffuser largement le Manifeste Attac qui arrive, afin d'influer sur les élections de 2007, avec pour objectif une société meilleure.

Surtout, votons massivement pour le changement des statuts. Le quorum de 66,66 % n'ayant pas été atteint, le vote a été reporté et la clôture du scrutin fixée au 30 novembre.

Rappelons que, pour pouvoir voter, vous devez être à jour de vos cotisations : adressez votre chèque avec votre formulaire dans une enveloppe séparée à Attac, 66-72 rue Marceau, 93100 Montreuil cedex.

Un bulletin de vote est joint à cette lettre.

ATTENTION ! Vous devez le placer dans une enveloppe close sur laquelle il ne faut strictement rien écrire. Insérez celle-ci dans une autre enveloppe sur laquelle vous indiquerez, en haut et à gauche vos nom, prénom, numéro d'adhérent. Libellez-la à l'adresse : "Attac, AGE, Boite postale n°770, 93100 Montreuil cedex", sans oublier... de la timbrer ! Ceci afin d'éviter le grand nombre de votes nuls dénombrés lors du précédent scrutin...

Si vous désirez connaître les enjeux de ce vote, <http://www.france.attac.org/a5973>.

% 78 Nord passe à l'attac

Lettre 26 - octobre 2006
Comité Local Attac 78 nord
Mail : 78nord@attac.org - Tél : 06 72 24 71 42 - 01 39 72 59 86

Merci ATTAC !

Quoiqu'il arrive, un grand merci à Attac pour ce que nous avons déjà pu faire ensemble. Et un grand merci aux quelques personnes qui l'ont créée. Elles y ont mis, comme beaucoup, énormément d'elles mêmes, le meilleur... et le reste.

A CAUSE de "ce reste", aujourd'hui Attac France est dans le rouge, éthiquement, politiquement et financièrement.

Avant d'en tirer des leçons pratiques pour le futur, avec ou sans Attac, voyons d'abord le meilleur.

Grâce à Attac des personnes, comme moi, ont eu la chance trop rare d'amorcer leur autonomie dans l'approche économique et politique de notre époque. Cela passe notamment par son approche historique, clé de voûte pour la compréhension de la situation actuelle. Sur ce sujet, le petit livre de Keith Dixon " *Les évangélistes du marché* " (très bon " retour sur investissement " en temps et argent) nous déroule un fil limpide : Accords de Bretton Woods, FMI, Banque Mondiale, OMC, AGCS, pénétration des écoles d'économie, pensée unique, corruption des médias, des syndicats et des partis qui ont trahi tant de promesses et d'espoir depuis les années 82/83.

Face à cette situation dramatique, Attac a été créée selon une formule originale faite de membres actifs (MA) et de membres fondateurs (MF). Les MF, composés de médias, syndicats, associations et personnalités devant irriguer et relayer l'association, ont été une formidable rampe de lancement. Conjuguée à l'immense besoin de riposte et d'espoir, Attac a surgi d'autant plus vivement. Sa participation reconnue à la victoire du 29 mai n'a pas été le moindre de ses succès.

tellement dans l'air du temps a convenu à bien des militants débordés.

- Le succès d'Attac a aiguisé des appétits personnels d'image ainsi que des craintes de devoir se remettre en question parmi les appareils sclérosés dont certains sont MF.
- Si l'unité est facile pour dénoncer, elle est bien plus compliquée pour créer des projets alternatifs. La nécessité du débat sur le champ des désaccords et leur contenu n'a pas été anticipée.

Cet ensemble a permis que des luttes de pouvoir se trament au sommet d'Attac. Elles se sont exacerbées jusqu'au point d'orgue situé autour de la fraude électorale lors du renouvellement du CA national en juin.

Aujourd'hui, factuellement, on peut dire que si la fraude est avérée, on ne connaît pas encore les coupables ; les conditions de dépouillement du scrutin furent lamentables. Sur ce sujet, les torts sont partagés et de nouvelles élections se mettent en place pour remplacer le CA issu de la fraude: une bataille de chiffonniers indigne des besoins et des espoirs suscités a été amorcée.

La question maintenant est de savoir si nous, toute la base d'Attac, réagirons assez pour sauver et faire revivre Attac démocratiquement, cette fois-ci en nous investissant davantage dans cet outil dont nous avons plus que jamais besoin. Comme le bébé, il ne mérite pas d'être jeté avec l'eau du bain d'autant qu'il est lui aussi très jeune et perfectible.

Perfectible :

- en **modifiant les statuts** pour que les MF n'aient plus qu'un pouvoir consultatif afin d'éviter qu'Attac ne soit l'enjeu et le lieu de tractations occultes et sordides entre apparatchiks de quelques MF ⁽¹⁾. N'oublions pas que certains MF étaient pour le oui au TCE...
- en **redéfinissant la place du conseil scientifique** ⁽¹⁾ et en l'ouvrant aux philosophes et psychologues. De plus, cela ne pourra qu'aider les mégalos et les paranos à se calmer.
- en **favorisant la création et l'intelligence collectives** par l'art du débat.

Bref, la coopération au lieu de la compétition.

Guy Leroy



Mais voyons " le reste " :

- Entonnoir de toutes les frustrations, sollicitée de toutes parts, Attac n'a pas pris soin d'elle-même. Elle n'a pas fait évoluer assez tôt ses pratiques internes. Les statuts d'Attac ne sont pas un modèle de démocratie : par leur rigidité et leur structure asymétrique en faveur des MF (18 représentants au CA contre 12 pour les MA), ils démontrent combien l'entrisme via les MA était redouté par B. Cassen. Sa crispation n'a pas favorisé l'autonomie par la base. Ce "prêt à consommer "

⁽¹⁾ voir la contribution du CA 78nord sur son site

Fusion Suez - GDF, quel intérêt pour la France ?

CETTE FUSION a été votée par la majorité des députés UMP le 3 octobre et le projet de loi est, au moment où j'écris ces lignes, en discussion au Sénat. Pourquoi cet empressement ? En 2004, alors que Sarkozy était ministre de l'économie, il avait commencé à dépecer GDF, en jurant ses grands dieux que jamais cette entreprise ne serait privatisée et que l'Etat conserverait 70 % des parts du groupe. Pour désarmer les opposants, il avait même fait inscrire dans la loi cet engagement, qui ne pouvait donc être remis en cause que par une autre loi. Moins de deux ans plus tard, l'Etat, reniant sa parole, exige du parlement une nouvelle loi de fusion avec Suez, et ne conserve que 34,6 % des actions du nouveau groupe, c'est-à-dire uniquement une minorité de blocage. L'entreprise deviendrait ainsi privée et la gestion et les décisions stratégiques seraient dictées par l'actionnariat privé.

Quelle est la logique de ce projet ?



Le prétexte à la fusion précipitée de Suez et de Gdf est en fait l'annonce d'une OPA hostile de l'entreprise italienne Enel sur le groupe Suez. Il faudrait donc fusionner rapidement Suez et GDF afin de préserver l'indépendance énergétique de la France, alors que cette fusion, loin de créer un géant du gaz, n'entraînerait qu'un grossissement de 25 % de GDF dans la distribution et guère plus dans le stockage et le transport. De surcroît, la Commission de Bruxelles, pour donner son aval à la fusion, exige que le futur groupe abandonne des sociétés très importantes qui représentent le tiers de ses capacités d'approvisionnement, de ses capacités de stockage en Belgique, etc. Cette cession facilitera donc d'éventuelles OPA sur le futur groupe (comme celle déjà envisagée depuis quelques mois par François Pinault).

Il aurait été plus facile de préserver cette indépendance par la création d'un ensemble EDF - GDF - comme le demandaient les salariés. Tout le monde s'accorde en effet à prédire une augmentation des tarifs nécessaire à la rémunération des nouveaux actionnaires et au financement de la publicité en vue de conquérir des parts de marché, un alignement sur les prix élevés des autres pays voisins, une baisse des investissements et des crédits d'entretien des installations et, pour finir, des réductions d'emploi.

Quels vont être les bénéficiaires de l'opération ?

L'Union Européenne ? Nain politique, elle a pris maintenant conscience de sa fragilité énergétique et la fusion GDF Suez n'y changera rien.

La France ? Quel avantage pour notre pays quand le projet oppose un concurrent à EDF : cela ne pourra que fragiliser cette entreprise et peser sur son avenir, en l'obligeant à réduire ses emplois, ses investissements, son entretien des sites de production et de son réseau de distribution. En effet, le nouveau groupe pourra proposer à ses clients de s'approvisionner en électricité, sous le prétexte, par exemple, de n'avoir qu'un seul fournisseur. EDF n'aura plus qu'une solution, devenir elle-même une entreprise privée (projet qui est déjà dans ses cartons...).

Les utilisateurs ? L'avenir, c'est une fourniture d'énergie plus chère, et une sécurité d'approvisionnement diminuée (comme les crises connues en Californie, au Royaume Uni ou en Argentine). Rappelons-nous l'augmentation drastique du gaz dans tous les pays où cette énergie a été privatisée...

Il ne reste donc que les investisseurs, fonds de pension ou spéculateurs financiers qui y voient une source importante de profits. Cette opération restera un cas d'école où l'intérêt général aura été sacrifié, sous des prétextes fallacieux, aux intérêts privés.

Gilbert Rachmuhl

Les OGM, une grande escroquerie,

Ou ces produits miraculeux que l'on veut nous imposer par tous les moyens

- Moins de désherbants ? L'étude sur 8 ans réalisée sur les statistiques du ministère de l'agriculture des USA montre au contraire une augmentation considérable, et pour des produits plus toxiques que le glyphosate.
- Moins de pesticides ? Et pour cause : ils sont maintenant injectés directement dans la plante et consommés à des doses 1.300 fois supérieures à ce que contiennent les plantes traitées par pulvérisation.
- Pas de risques de pollution génétique ? A Grezet-Cavagnan (47), des échantillons de maïs bio, voisins des champs du militant pro OGM, Claude MENARA, prélevés en présence d'huissier, se révèlent contaminés par le maïs de ce monsieur et le pollen récolté dans des ruches situées à plus d'un km l'est à 40 %.
- Plantes médicaments ? Il est aberrant de cultiver des plantes OGM conçues pour produire des vaccins et des médicaments directement dans ces plantes, comme le font Biogemma et Meristem Therapeutics en Auvergne : tôt ou tard, leur culture en plein champ entraînera la contamination de la chaîne alimentaire.
- Supprimer la faim dans le monde ? 98 % des surfaces cultivées en OGM et 90 % de la recherche concernant des plantes résistantes à un herbicide et/ou sécrétant une toxine Bt insecticide, sont hors de portée de la majorité des petits paysans de la planète : les intérêts, la raison d'être, les objectifs et la finalité même des firmes sont avant tout de générer des profits
- Une possible coexistence avec les plantes traditionnelles ? Le riz d'importation américain qui contient une souche expérimentale interdite depuis 5 ans (LL610 de BAYER) se retrouve dans toute l'Europe, et les nouilles chinoises contiennent un riz OGM interdit en Chine.

Ce sont bien le profit et le brevetage du vivant, avec leur lobby, qui commandent...

Patrick Vachon



En savoir plus : http://www.attac78nord.org/article.php3?id_article=250

Droit à l'expulsion ou droit au retour ?

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces deux expressions recouvrent des réalités bien différentes

D'UN COTE, le droit à l'expulsion, dont sont victimes les plus faibles d'entre nous, celui que s'arroge le ministre de l'intérieur en faisant fi, bien qu'il s'en défende, de toute considération humanitaire. Ce sont les jeunes majeurs, proies faciles parce qu'isolés, qui font aujourd'hui les frais de sa circulaire et sont renvoyés manu militari dans leur pays d'origine. Peu importe leur volonté d'intégration, le bon niveau de leurs résultats scolaires, les liens qu'ils ont tissés avec les jeunes de leur âge, la police ne fait pas de détail. Il faut remplir les quotas du ministre et gare à ceux des fonctionnaires qui n'auront pas atteint leurs objectifs ! Pour lutter contre ces pratiques, les bonnes volontés ne manquent pas. Je peux témoigner de la générosité dont font preuve les gens que j'ai rencontrés. Issus des milieux les plus divers, tous sont déterminés à mettre en échec, par tous les moyens, cette politique. Ils ont conscience de l'importance de leur engagement et bien qu'ils répondent tous au qualificatif de " gens ordinaires ", ils n'hésiteront pas à prendre des risques pour mettre en échec les projets du gouvernement et prouver que la France est toujours le pays des Droits de l'Homme. Petit à petit, le réseau se structure et je prends le pari que le Tartarin de la place Beauveau inscrira fort peu de gibier à son tableau de chasse.

Et le droit au retour me direz-vous? J'y viens, j'y viens ! Quand j'ai lu le titre de l'article paru dans le Monde du 27 septembre, j'ai d'abord pensé que l'auteur y parlerait d'immigration. Mais ce titre était ambigu " EDF et l'affaire du droit au retour ". Qu'est-ce qu'EDF venait faire là-dedans ? C'est qu'en fait, ce droit au retour est, non une disposition humanitaire, mais économique qui concerne les enfants gâtés de notre gouvernement ultra libéral, j'ai nommé les grosses, les très grosses entreprises. Vous savez, celles qui estiment, avec Mme Parisot, que l'économie française est une économie administrée de type soviétique, pour ne pas dire stalinien, qui comparent le code du travail à la charia et qui prient pour que le prochain gouvernement fasse tomber leurs dernières chaînes afin quelles puissent tout à loisir voguer vers les horizons radieux de l'économie totalement dérégulée.



Quelques-unes de ces très grosses entreprises ont " bénéficié ", voici quelques temps, de l'ouverture à la concurrence du marché français de l'électricité, ce qui leur

permis de se libérer du " monopole d'EDF ", alléluia. Dans un premier temps, tout fonctionna comme prévu et leur facture d'électricité baissa. Quelques esprits chagrins objecteront que cette électricité était produite dans des centrales thermiques complètement obsolètes et grosses productrices de CO2, mais ce ne sont que des ignorants, incapables de comprendre les nécessités d'une économie compétitive. Malheureusement, le troisième choc pétrolier passa par là et, tel le grand méchant loup, engloutit toutes les économies réalisées par nos imprudents petits cochons, leur infligeant des surcoûts spectaculaires. (Le petit cochon RATP a vu l'an dernier sa facture d'électricité grimper de 70 %). Heureusement, nous sommes en France, et ces entreprises ont trouvé au parlement des élus compatissants. Ces derniers ont trouvé une solution sous la forme d'une usine à gaz - ou plutôt à taxes - dont on peut être sûr qu'elle constitue un cas d'école digne de la grande tradition française. Jugez plutôt : comme il est impensable que ces entreprises retournent dans le giron d'EDF, ce qui reviendrait à reconstituer le monopole honni par Bruxelles, nos députés ont voté un amendement à la loi sur l'énergie adoptée dernièrement qui prévoit qu'EDF subventionnera ses concurrents à hauteur de la différence entre le prix du marché et son propre tarif. Charge à eux de répercuter la différence aux " petits cochons ". Cette disposition coûtera annuellement 700 millions d'euros au contribuable.

Quelqu'un peut-il me dire combien on peut creuser de puits, ouvrir d'écoles, ou développer de partenariats économiques dans les pays d'immigration africains avec 700 millions d'euros ?

Francis Dell'Eva

Urgent : Sauvons Politis !

Politis risque de disparaître : le personnel a décidé de sauver son journal avec le soutien de ses lecteurs, de ses amis et de ses sympathisants. Libellez vos chèques à Association "Pour Politis" et envoyez-les **AVANT LE 8 NOVEMBRE** c/o Politis, 2 impasse Delaunay, 75011 Paris.

Pour envoyer vos dons en ligne : www.pour-politis.org

Pour sa 4^e Session, le Forum Social Local les Mureaux Val de Seine invite ceux qui décryptent le libéralisme et ceux qui lui résistent

Ouverture - Vendredi 24 novembre - Cinéma Frédéric Dard - Les Mureaux

■ 20h00 :

Le FSL invite l'Afrique avec **BAMAKO**, un film franco-malien d'action et de justice du Mauritanien Abderrahmane Sissako (entrée libre, participation aux frais).

Une surprenante fable poético-politique : le procès du Nord par le Sud. Un procès fictif, mais tellement vrai : victimes et plaignants, paysans ou personnalités de la résistance africaine (dont Aminata Traoré), défilent à la barre de ce tribunal installé dans une cour de maison au Mali ; leurs défenseurs, de vrais avocats, (dont William Bourdon de la Ligue des Droits de l'Homme) font face à

ceux d'accusés sans visage : le FMI et la Banque Mondiale, responsables de la paupérisation de l'Afrique. L'objectif du réalisateur est atteint " *que l'on sache que l'Afrique, vitrine des dégâts du néolibéralisme est consciente de ce qui lui arrive. Le sort de ce continent concerne le reste du monde* ".

Débat en présence de Julie Castro du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), de SURVIE, d'associations africaines locales, du RESF78 et du CEFY.

Samedi 25 novembre - Espace Gérard Philippe - Les Mureaux

■ de 14h00 à 16h00 :

Le FSL invite le Collectif pour le Logement Social des Mureaux Val de Seine et présente le film réalisé avec les habitants sur la manière dont ils vivent au quotidien le projet de démolitions ANRU.

Autres invités : le Collectif la Coudraie et l'école d'architecture avec qui il travaille.

■ de 16h30 à 19h00 :

Le FSL invite les sans-papiers et ceux qui les soutiennent : RESF Les Mureaux et RESF 78, CEFY : parrainages en prévision.

■ à 19h00 :

Auberge espagnole (chacun amène et on partage !)

■ en soirée :

Le FSL invite le sous commandant Marcos et la lutte du Chiapas (Mexique) avec le théâtre du Mantois qui propose un spectacle original à partir des communiqués très poétiques, humoristiques et concrets de Marcos. Aux sources de la résistance à la mondialisation libérale ...

ATTAC 78 nord, acteur du FSL depuis le début, engage ses adhérents et sympathisants à y participer activement !

Fabienne Lauret

Site Internet : www.fslvaldeseine.free.fr -
Email : fslvaldeseine@free.fr

FIN AOÛT, les adhérents d'ATTAC se sont réunis nombreux à Poitiers pour l'université d'été. Elle est organisée en une vingtaine de filières, chacune consacrée à un thème spécifique. Cet été, chaque filière était appelée à se prononcer, lors de sa dernière séance, sur une synthèse servant de contribution aux 12 rubriques du MANIFESTE d'ATTAC.

Nos notes sur quelques séances :

Libre-échange : puisque la concurrence non faussée n'existe pas, les avantages comparatifs sont des mythes et chacun y gagnera en mettant en place le développement autocentré : relocalisation des productions agricoles privilégiant l'agriculture de proximité et la souveraineté alimentaire ; taxation des échanges de marchandises ; définition de taux d'échanges compatibles avec le plein emploi ; systèmes de protection sociale de référence....

Mondialisation Financière, les Bourses : leurs défenseurs prétendent qu'elles sont indispensables en tant que source de financement de l'industrie. L'analyse objective montre que les entreprises utilisent surtout d'autres sources de financement : la bourse est moins au service de l'industrie qu'à celui des financiers qui font de gains importants en vendant et achetant les actions existantes au gré des variations des cours ! Une suggestion est faite : lancer, à l'instar de la campagne " Taxe Tobin " une campagne d'envergure sur le thème : " Faut-il fermer les Bourses ? ".

Démocratie : trois principaux axes d'action sont préconisés. 1) Assurer les conditions nécessaires à un exercice effectif de la démocratie. 2) Elargir son exercice (lieu de travail, couches sociales les plus défavorisées, étrangers non communautaires). 3) Approfondir son exercice (renforcement du parlement et de l'indépendance judiciaire face à l'exécutif ; représentation proportionnelle, " conférences citoyennes ", comités de quartier, budgets participatifs ; moyens de contrôles sur l'Etat et l'utilisation de l'argent public, etc.).

Médias : la démocratie a besoin d'informations objectives et complètes. Or les médias opèrent sous l'influence de grands groupes (L'Oréal, Bouygues, Vivendi, les marchands d'armes Lagardère et Dassault, etc.) en tant qu'annonceurs et/ou actionnaires. Une lueur d'espoir : les réseaux de radios associatives (200/300 000 auditeurs par jour, très friands de contenus venus de l'extérieur - à ATTAC d'agir....

Commerce Equitable : les critiques dans ce secteur visent surtout l'organisation Max Havelaar - " label " géré comme une marque privée, investissant lourdement en publicité, utilisant une grande distribution à vertu douteuse (avec, par exemple, des accords en suisse avec MacDonald's !), monopolisant les aides de l'Etat en France et versant finalement assez peu aux producteurs du Tiers Monde. Nos choix de consommation restent cependant un vecteur important d'action en faveur du commerce direct (AMAP*, ...) et de proximité, contre les pratiques de la grande distribution et pour un commerce vraiment équitable.

Brian Mc Carron et Jean Chaudieu

* AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne.

APRES UNE matinée consacrée à la lecture des rapports moraux et financiers qui ont été approuvés à l'unanimité moins une voix ainsi qu'à l'élection des membres du conseil d'administration (Jean Chaudieu, Francis Dell'Eva, Gilbert Gourdon, Gerty Krzywkowski, Fabienne Lauret, Guy Leroy, Brian Mc Carron, Gilbert Rachmuhl, David Tahot, Patrick Vachon, Pascal Varalli), l'après-midi fut consacré à un débat public " Moyon-Orient, Quel avenir pour la Paix ? ".

Etaient invités Viviane COHEN de l'Union Française des Juifs pour la Paix, Robert KISSOUS de l'Association France Palestine et Salameh & Nahed KIELE de l'Agas, organisation altermondialiste syrienne.

La guerre au Liban faisait rage et les murs se construisent toujours. L'actualité de ce mois de septembre réclamait un débat de ce genre.

Regrettons simplement l'absence du comité Libanais des Yvelines décommandé en s'excusant de ne pas vouloir faire de politique...

Les questions se succédèrent au plus près du problème : impérialisme, droits de l'homme, colonies, rôle des Etats Unis, faux problème d'un antisémitisme en Europe, etc.

Viviane COHEN présenta l'action des Juifs pour la Paix, actifs, résolus à une paix juste et durable. Elle évoqua notamment la présence récurrente à Paris des femmes en noir, à l'instar des folles de la place de Mai à Buenos-Aires après la dictature, ainsi que le discours de certains intellectuels français traitant d'antisémite la moindre critique de la politique israélienne.

Robert KISSOUS revint sur la construction du nouveau mur de la honte entre Israël et la Cisjordanie, nouveau système d'apartheid, sur la volonté de la présence de deux états libres et indépendants dans la région ainsi que sur le non respect des droits de l'homme et des résolutions de la communauté internationale.

Les deux représentants syriens dénoncèrent quant à eux le rôle omniprésent des Etats Unis dans le conflit.

Le débat fut d'excellente tenue, mais le sujet demande certainement qu'on y revienne dans l'avenir.

Pascal Varalli

Le compte-rendu complet de l'AG, ainsi que le rapport moral et financier sont sur notre site.

LA REVOILA, l'antienne de l'insécurité avec tout son cortège de solutions toutes faites. Comme si les émeutes n'étaient pas le résultat logique de la misère et de l'ignorance que génère notre société de plus en plus injuste et inégalitaire. N'avons-nous rien appris que nous reproduisons les erreurs qui ont conduit à tant de drames ?

En juin 1871 déjà, **Victor Hugo** écrivait ce poème en songeant aux 20 000 fusillés de la Commune de Paris. Alors, je sais que le parallèle paraîtra audacieux à certains, pourtant la l'actualité de ces vers ne peut nous laisser indifférents.

*Etant les ignorants, ils sont les incéléments,
Hélas combien de temps faudra-t-il vous redire
A vous tous que c'est à vous de les conduire,
Qu'il fallait leur donner leur part de la cité
Que votre aveuglement produit leur cécité !
D'une tutelle avare, on recueille les suites,
Et le mal qu'ils vous font, c'est vous qui le leur fîtes.
Vous ne les avez pas guidés, pris par la main
Et renseignés sur l'ombre et sur le vrai chemin.
Vous les avez laissés en proie au labyrinthe,
Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte.
C'est qu'ils n'ont pas senti votre fraternité.
Comment peut-il penser celui qui ne peut vivre ?*

A méditer.
Francis Dell'Eva

Agenda

21 décembre - Petite salle du MAS - Saint-Germain en Laye : le Comité Citoyen pour une Europe Solidaire propose une étude de la charte des comités du 29 mai.

Réunions ouvertes du Conseil d'Administration - 20h00

22/11/2006 - Les Mureaux

20/12/2006 - Conflans

24/01/2007 - Les Mureaux

Réunions ouvertes du Comité Local - 20h30

Novembre 2006 - Le comité local se déplace au FSL des Mureaux (voir article page 3)

13/12/2006 - Conflans - Théâtre du Mantois (voir article page 3)

17/01/2007 - Les Mureaux - Film "Les 2 faces de la Monnaie", suivi d'un exposé de Marie-Louise Duboin sur le thème de la Monnaie

Retrouvez toute l'actualité du
comité local sur notre site :
www.attac78nord.org



BULLETIN DE VOTE POUR LA MODIFICATION DES STATUTS D'ATTAC

attac

ATTENTION !

Vous devez placer le présent bulletin dans une enveloppe close et insérer celle-ci dans une autre enveloppe, (en indiquant en haut et à gauche de l'enveloppe vos nom, prénom, numéro d'adhérent), et l'envoyer à **Attac, AGE, Boîte postale n°770, 93109 Montreuil cedex.** N'oubliez pas de mettre un timbre !

SURTOUT NE JOIGNEZ PAS CE BULLETIN DANS L'ENVELOPPE DE L'ELECTION DU CA

- La date de clôture du scrutin est fixée au **30 NOVEMBRE.**
- Si vous n'êtes pas à jour de votre cotisation 2006, il faut adresser votre chèque avec votre formulaire de cotisation dans une enveloppe **SÉPARÉE** à : Attac, 66-72, rue Marceau - 93100 Montreuil-sous-Bois

POUR VOTER METTEZ UN X DANS LA CASE DE VOTRE CHOIX

POUR la modification des statuts proposée par le Conseil d'administration

CONTRE la modification des statuts proposée par le Conseil d'administration

ABSTENTION sur la modification des statuts proposée par le Conseil d'administration